



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juillet et août 2022

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 7 septembre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 7 juillet et le 24 août 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur les priorités du gouvernement du Canada et sur sa gestion d'enjeux d'importance pour divers sous-groupes et régions. Ces enjeux comprenaient les retards signalés dans les aéroports et dans les bureaux de Service Canada, la hausse du coût de la vie, les défis économiques, l'environnement et les changements climatiques ainsi que d'autres thèmes intéressants des sous-groupes particuliers, tels que les Canadiens noirs et les Autochtones.

L'étude a permis d'explorer un large éventail de sujets interreliés, notamment les priorités économiques du gouvernement du Canada, l'économie canadienne en général et certaines mesures fédérales axées sur l'abordabilité. Les résidents de villes de taille moyenne du Québec et ceux de l'est de l'Ontario vivant de paie en paie ont discuté de leur situation financière personnelle et de la conjoncture économique. Les participants ont également été invités à dire ce qu'ils pensaient de l'état actuel de la pandémie et des vaccins contre la COVID-19, y compris ceux destinés aux jeunes enfants. Certains sujets liés à l'environnement – par exemple, les véhicules à zéro émission (VZE), les facteurs d'achat de ces véhicules, la connaissance qu'en ont les participants et les initiatives fédérales touchant les VZE prévues dans le budget de 2022 – ont aussi été abordés.

Les parents habitant la grande région de Vancouver (GRV) ont commenté les initiatives du gouvernement fédéral en matière de garde d'enfants et l'abordabilité de ces services. Quelques autres sujets ont fait l'objet de discussions, soit les services du gouvernement du Canada (en particulier liés aux passeports), le logement, les cryptomonnaies, les justificatifs numériques, la réconciliation avec les Autochtones, et les enjeux locaux recensés au Canada atlantique.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait de personnes envisageant l'achat d'un véhicule, d'utilisateurs récents des services du gouvernement fédéral, de propriétaires de cryptomonnaies, de Canadiens noirs, de personnes vivant de paie en paie, d'Autochtones, de parents ayant des enfants âgés de 6 mois à 4 ans, de personnes préoccupées par les changements climatiques et de membres de la classe moyenne inquiets de l'économie et de l'emploi.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes se composaient de membres de la population générale du Canada atlantique, de villes de taille moyenne du Québec et de la région de l'Outaouais, au Québec.
- Les neuf autres groupes représentaient les segments de population suivants :
 - Personnes envisageant d'acheter un véhicule, habitant au Québec;
 - Personnes ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, vivant dans la région du Grand Toronto (RGT);
 - Propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland, en Colombie-Britannique;
 - Canadiens noirs résidant dans des villes de taille moyenne de l'Alberta;
 - Personnes vivant de paie en paie dans l'est de l'Ontario;
 - Autochtones habitant en Alberta;
 - Parents ayant des enfants âgés de 6 mois à 4 ans dans la grande région de Vancouver (GRV);
 - Personnes préoccupées par les changements climatiques, habitant dans de grandes villes du Québec;
 - Personnes de la classe moyenne qui s'inquiètent au sujet de l'économie et de l'emploi, vivant en Nouvelle-Écosse.
- Les quatre groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 84 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Canada atlantique	1	Anglais	7 juillet	17 h-19 h	Population générale	7
Québec	2	Français	12 juillet	18 h-20 h	Personnes qui envisagent d'acheter un véhicule	7
Région du Grand Toronto (RGT)	3	Anglais	13 juillet	18 h-20 h	Personnes ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral	8

Lower Mainland, Colombie-Britannique	4	Anglais	19 juillet	21 h-23 h	Propriétaires de cryptomonnaies	7
Villes de taille moyenne de l'Alberta	5	Anglais	21 juillet	20 h-22 h	Canadiens noirs	7
Villes de taille moyenne du Québec	6	Français	27 juillet	18 h-20 h	Population générale	6
Est de l'Ontario	7	Anglais	4 août	18 h-20 h	Personnes qui vivent de paie en paie	8
Alberta	8	Anglais	9 août	20 h-22 h	Autochtones	7
Ontario – Québec	9	Français	11 août	18 h-20 h	Population générale	7
Grande région de Vancouver (GRV)	10	Anglais	16 août	21 h-23 h	Parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans	8
Grandes villes du Québec	11	Français	18 août	18 h-20 h	Personnes préoccupées par les changements climatiques	6
Nouvelle-Écosse	12	Anglais	24 août	17 h-19 h	Personnes de la classe moyenne inquiètes de l'économie	6
Nombre total de participants						84

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

En guise d'entrée en matière, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Ils se sont rappelé une foule de mesures et d'annonces fédérales, notamment : l'annonce d'un paiement ponctuel de 500 \$ aux Canadiens admissibles pour pallier les difficultés d'accès à un logement abordable, l'augmentation de 10 % des prestations de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans ou plus, la hausse prévue de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) pour l'année de prestations 2022-2023, les premiers versements du Paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) aux résidents des provinces admissibles, l'annonce d'un moratoire d'un an sur la pêche ciblée à la morue dans le nord du golfe du Saint-Laurent, l'enquête du gouvernement du Canada sur la panne généralisée survenue chez Rogers Communications le 8 juillet 2022, la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un point de pourcentage, et l'annonce récente du règlement d'une revendication territoriale d'une valeur de 1,3 milliard de dollars entre le gouvernement fédéral et la Nation Siksika.

Nombre de participants ont également cité des nouvelles se rapportant à la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement fédéral et à d'autres questions de santé. Ils ont ainsi évoqué la fin de l'obligation d'être pleinement vacciné pour prendre l'avion ou le train au Canada, la modification des exigences relatives à l'application ArriveCAN imposées aux voyageurs entrant au Canada, la poursuite des efforts visant à récupérer les montants indus versés aux Canadiens durant la pandémie, notamment dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence, ainsi que les préoccupations concernant une possible épidémie de variole simienne, une maladie virale en progression un peu partout dans le monde.

Les récentes démarches du gouvernement du Canada sur la scène internationale ont aussi retenu l'attention, par exemple son soutien continu à l'effort de défense ukrainien contre l'invasion russe, son autorisation de restituer à l'Allemagne les turbines (réparées à Montréal et interdites d'exportation) nécessaires au fonctionnement du gazoduc Nord Stream 1 reliant la Russie et l'Allemagne, ainsi que l'annonce d'un renforcement de la présence des Forces armées canadiennes en Lettonie dans le cadre de la mission de présence avancée rehaussée (eFP) de l'OTAN.

Retards dans les services fédéraux (résidents du Canada atlantique, propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec)

Quatre groupes ont discuté de la prestation de services fédéraux aux Canadiens, en s'attardant tout particulièrement aux retards dans le traitement des passeports et des demandes d'immigration ainsi qu'aux difficultés rencontrées dans les aéroports du pays. Quel que soit le groupe, la plupart des participants avaient entendu parler de ces problèmes, le plus souvent aux nouvelles ou par les médias sociaux.

Plusieurs ont rapporté des témoignages attestant de retards considérables et de complications dans les aéroports canadiens, qu'il s'agisse de vols reportés ou annulés, de longues files d'attente aux points de contrôle de la sécurité ou de bagages perdus. La plupart des participants avaient l'impression que ces problèmes découlaient avant tout d'un manque de personnel. Quelques-uns se demandaient si la pénurie d'effectifs sévissait principalement dans les aéroports, les compagnies aériennes ou les deux.

Beaucoup étaient également au courant des retards subis par les Canadiens qui cherchaient à obtenir ou à faire renouveler leur passeport dans les bureaux de Service Canada. Plusieurs ont raconté que le traitement de leur demande avait pris de nombreux mois, et quelques autres attendaient toujours de recevoir leur document par la poste. À cet égard, certains ont fait remarquer que joindre un agent était extrêmement difficile et que dans bien des cas cela n'apportait pas plus de précision sur le moment où la demande serait traitée.

Un petit nombre de participants qui avaient récemment immigré au Canada ont noté qu'il avait fallu près d'un an à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour renouveler leur visa de travail venu à échéance pendant la pandémie. Ils trouvaient ce délai d'autant plus frustrant qu'une pénurie de main-d'œuvre semblait toucher maintes régions du pays et qu'un traitement plus rapide des demandes d'immigration et des visas permettrait sans doute de la combler.

Tout le monde ou presque croyait que le gouvernement fédéral devait faire de ces problèmes une priorité. La possibilité de voyager était vue par beaucoup comme une nécessité aussi bien personnelle que professionnelle et la résolution de ces problèmes, comme une responsabilité incombant avant tout au gouvernement du Canada. Un petit nombre de personnes envisageaient les choses autrement et jugeaient les questions relatives aux déplacements d'une importance secondaire, surtout vu les inquiétudes suscitées par la propagation de la COVID-19.

Initiatives de politique étrangère (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les initiatives du gouvernement fédéral en matière de politique étrangère ont fait l'objet d'une courte discussion dans un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'annonces ou d'initiatives récentes en ce domaine, nombre de participants ont évoqué le conflit en Ukraine et plusieurs ont mentionné le soutien du gouvernement fédéral à l'effort de défense ukrainien. En ce qui concerne l'expansion des opérations diplomatiques du Canada en Afrique, quelques participants se rappelaient un séjour récent du premier ministre au Rwanda, mais personne n'avait connaissance d'initiatives particulières.

Visite du pape (Autochtones de l'Alberta, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes ont discuté de la visite récente du pape François au Canada, qui s'est déroulée du 24 au 29 juillet 2022. Presque tous les participants en avaient entendu parler, généralement dans les médias traditionnels comme CBC et CTV, dans les médias sociaux, et par des amis ou parents. Dans le groupe composé de résidents autochtones de l'Alberta, plusieurs ont raconté qu'ils avaient participé à l'événement (p. ex., en assistant à la messe célébrée au Commonwealth Stadium à Edmonton, en faisant du bénévolat) ou que des membres de leur famille avaient personnellement rencontré le pape François. Dans le groupe de résidents de l'Outaouais, même si la plupart des participants croyaient que cette visite constituait un jalon important de la réconciliation, quelques-uns se demandaient si l'argent qu'on y avait consacré n'aurait pas mieux servi à régler les problèmes pressants auxquels sont confrontés les peuples autochtones au Canada, comme l'approvisionnement en eau potable dans les réserves. Les participants autochtones ont exprimé des points de vue plus partagés. Certains estimaient cette visite utile dans la mesure où elle pouvait apporter un sentiment de paix aux survivants du système des pensionnats, alors que d'autres pensaient qu'on avait fait beaucoup de tapage pour ce qui devait être, au fond, la présentation d'excuses de la part de l'Église catholique.

À la question de savoir ce que signifiaient cette visite et les excuses du pape pour la réconciliation, une grande majorité de participants étaient d'avis que c'était un pas dans la bonne voie, mais qu'il restait beaucoup à faire pour corriger les problèmes de longue date auxquels font face les peuples autochtones au Canada. Quant à eux, les participants autochtones croyaient que les excuses du pape François étaient importantes pour de nombreux aînés de leur communauté, surtout les survivants du système des pensionnats. Certains étaient reconnaissants que cet événement ait donné l'occasion aux Autochtones des quatre coins du pays d'exprimer ce qu'ils ressentent, y compris leur colère contre l'Église catholique. Ils souhaitaient que cette visite et l'attention qu'elle avait suscitée donnent lieu à de nouveaux efforts fédéraux pour améliorer les conditions de vie dans les réserves, accroître les

ressources en santé mentale des peuples et des communautés autochtones, et promouvoir une meilleure représentation des Autochtones au sein du gouvernement fédéral.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes tenus en juillet et en août ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur région, leur origine ethnique ou des préoccupations d'ordre plus général comme le coût de la vie et les changements climatiques. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada les gère habilement.

Nous avons demandé aux groupes de certaines régions (Canada atlantique, Québec, région du Grand Toronto et Lower Mainland de la Colombie-Britannique) de nous indiquer les enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait donner une plus haute priorité. Trois domaines d'action ont fait l'objet de mentions récurrentes dans tous les groupes, soit la santé, l'abordabilité du logement ainsi que l'augmentation du coût de la vie et de l'inflation. Hormis ces préoccupations couramment soulevées, plusieurs participants ont évoqué des enjeux propres à leur région, par exemple l'exploitation de ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz (Canada atlantique), les questions entourant l'accès aux langues officielles et l'offre de services d'enseignement et d'autres services en anglais (Québec), et le problème croissant des dépendances, des surdoses et des décès liés à la circulation et à la consommation accrues d'opioïdes comme le fentanyl (Colombie-Britannique).

Très peu de participants jugeaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de traiter les domaines prioritaires recensés. De l'avis de beaucoup, même s'il avait mis des mesures en train pour gérer des problèmes importants comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, ces efforts avaient eu peu d'effets tangibles jusqu'à présent. Dans une optique plus générale, certains trouvaient que les mesures prises par le gouvernement fédéral étaient souvent réactives et que les fonctionnaires devraient tâcher d'anticiper les difficultés des Canadiens avant qu'elles ne deviennent trop importantes. Entre autres grandes suggestions, les participants ont recommandé de miser sur la planification à long terme, de mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer de façon transparente la réussite des initiatives et des programmes en cours, et de mieux surveiller les dépenses fédérales pour s'assurer qu'elles ont lieu de manière efficiente et responsable.

Coût de la vie (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais, parents de jeunes enfants de la GRV)

Quatre groupes ont examiné diverses questions liées au coût de la vie à l'heure actuelle. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient des annonces importantes faites par le gouvernement du Canada à ce sujet, plusieurs ont cité les dispositions prises par la Banque du Canada pour continuer d'augmenter les taux d'intérêt en vue de maîtriser l'inflation. D'autres se sont rappelés des initiatives telles que la hausse de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans et plus, le paiement unique de 500 \$ pour certains Canadiens à faible revenu qui ont

de la difficulté à trouver un logement abordable ainsi que l'annonce d'un programme national de soins dentaires dont la mise en œuvre doit débiter d'ici la fin de 2022.

Tous les participants estimaient que contrer l'augmentation du coût de la vie était une priorité importante pour le gouvernement du Canada. Quant à savoir s'il était sur la bonne voie à cet égard, peu ont répondu que oui. Parmi les nombreux participants qui croyaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, beaucoup ont indiqué que le revenu de la plupart des Canadiens n'évoluait pas au même rythme que les prix et qu'à moins d'intervenir pour augmenter les salaires ou réduire les dépenses essentielles, le problème risquait de persister. Plusieurs pensaient que les mesures contre la cherté de la vie auraient dû être mises en œuvre plus tôt et que le gouvernement du Canada avait adopté une approche trop réactive face à cet enjeu. Parmi les participants, moins nombreux, qui croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, plusieurs ont mentionné des initiatives telles que le programme national de soins dentaires et la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada, tandis que d'autres ont salué la décision de mettre fin aux prestations liées à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), qui avaient selon eux puissamment alimenté l'inflation.

Tournant leur attention vers les mesures que le gouvernement fédéral devrait prendre dans l'avenir, certains participants ont plaidé pour des investissements accrus qui assureraient aux générations futures une vie plus abordable. D'après eux, il fallait cibler des domaines comme le logement et l'enseignement postsecondaire, où les coûts augmentaient année après année. Plusieurs ont également réclamé une hausse du taux d'impôt des grandes sociétés, en particulier dans les secteurs qui semblaient avoir bénéficié de la pandémie de COVID-19 (p. ex. les épiceries, les compagnies pharmaceutiques et d'autres grands détaillants). Grâce à ces recettes supplémentaires, croyaient-ils, le gouvernement fédéral pourrait délester les ménages canadiens d'une partie de leur fardeau financier.

Création d'emplois (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes ont abordé le sujet de la création d'emplois et de l'état du marché du travail au Canada. Quelques participants se souvenaient vaguement de subventions et de programmes fédéraux mis en place pour encourager le recrutement dans les secteurs clés de la santé et de l'éducation, mais personne n'a pu citer de mesures précises du gouvernement du Canada visant à stimuler la création d'emplois. Plusieurs ont fait remarquer que de nombreux emplois étaient disponibles, mais qu'ils n'étaient pas forcément bien rémunérés ou intéressants pour les candidats, surtout vu la perception que le coût de la vie augmentait. Pour remédier à cette situation, le gouvernement fédéral pourrait chercher des moyens d'encourager les entreprises à bonifier leurs salaires; par exemple, il pourrait verser des suppléments de rémunération aux petites entreprises pour les aider à assumer leurs coûts salariaux supplémentaires.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le taux de chômage national actuel, une grande majorité de participants n'ont pas été en mesure de fournir un chiffre précis, sauf quelques-uns qui ont avancé un taux d'environ 6 %. Pour faciliter la discussion, nous leur avons indiqué que le taux de chômage au pays tournait autour de 4,9 % en ce moment et qu'il s'agissait du taux le plus bas enregistré depuis que Statistique Canada avait commencé à suivre l'évolution de cet indicateur il y a

plus de 40 ans. Malgré le caractère a priori encourageant de ce taux, beaucoup doutaient qu'il reflète avec justesse l'état du marché du travail canadien. Comme plusieurs l'ont fait remarquer, même si plus de Canadiens travaillaient aujourd'hui qu'au cours des dernières années, l'augmentation du coût de la vie en obligeait peut-être certains à cumuler des emplois pour arriver à boucler leur budget.

Enjeux économiques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Un groupe composé de participants de la classe moyenne a discuté d'un sujet qui les inquiétait, l'économie, en s'attardant notamment aux points d'intersection entre les objectifs économiques et les mesures qui permettraient d'atténuer les effets des changements climatiques. Invités à faire un bilan de la performance du gouvernement fédéral pour ce qui est de régler les difficultés économiques des Canadiens, les participants ont surtout émis des critiques, tous s'accordant à dire que l'économie canadienne se détériorait à l'heure actuelle. Plusieurs ont signalé que le manque d'abordabilité du logement était un grave problème et que les Canadiens avaient de moins en moins les moyens d'acheter ou de louer une propriété. Certains participants remettaient en question l'accent mis par le gouvernement fédéral sur la transition vers des technologies et des pratiques écologiques. Selon eux, ce choix risquait d'exacerber la crise du coût de la vie à court terme. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient possible que des politiques vertes produisent des retombées économiques intéressantes, plusieurs ont répondu qu'un environnement et un climat stables favoriseraient une économie stable, et que s'occuper des changements climatiques servirait l'intérêt supérieur de tous les Canadiens.

En ce qui concerne les mesures de lutte contre les changements climatiques déployées par le gouvernement du Canada, plusieurs participants ont mentionné le programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) et la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient qu'un lien vertueux pouvait exister entre les initiatives économiques et environnementales dans le cadre d'une stratégie de relance, la plupart des participants jugeaient la chose possible. Il leur semblait nécessaire, toutefois, de veiller à ce que le fardeau financier associé à la conduite de politiques plus vertes ne retombe pas sur les particuliers.

Nous leur avons ensuite présenté trois initiatives environnementales liées à l'économie récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Celles-ci consistaient à réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier, à investir dans l'électricité propre, et à aider les industries à développer et à adopter des technologies propres qui leur serviraient à atteindre la carboneutralité. Invités à dire si ces mesures pouvaient aussi comporter des avantages économiques, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Selon eux, les investissements dans l'électricité propre et le soutien offert aux industries pour le développement et l'adoption de technologies propres pouvaient déboucher sur la création d'emplois bien rémunérés et permettre au Canada de s'imposer dans des secteurs en croissance.

Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Deux groupes de participants établis au Québec ont fait part de leurs points de vue sur la question de l'environnement et sur le travail mené par le gouvernement du Canada pour atténuer les effets des changements climatiques. L'un des groupes se composait de membres de la population générale,

tandis que l'autre réunissait des répondants qui avaient précédemment déclaré être préoccupés par cette question. Tous ont affirmé que les changements climatiques devaient être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada, et beaucoup croyaient que c'était le domaine où les décideurs avaient le plus grand rôle à jouer. De nombreux participants croyaient qu'au lieu de considérer l'environnement et l'économie comme irréconciliables, il était essentiel d'élaborer des politiques économiques qui s'inscrivent dans le cadre de la durabilité. Certains ont ajouté que la détérioration de l'environnement se répercuterait sur tous les autres aspects de la société, y compris des secteurs essentiels à la survie de l'humanité, tels que l'agriculture et la production d'énergie.

Nous avons aussi demandé aux participants d'indiquer ce qui les préoccupait le plus dans le contexte des changements climatiques. Leurs réponses, variées, comprenaient la pollution et la dégradation de l'environnement, la nécessité d'élargir les programmes de recyclage et de réduction des déchets, ainsi que le réchauffement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes.

Les participants avaient des opinions contrastées sur les mesures prises par le gouvernement du Canada jusqu'à présent pour repousser la menace des changements climatiques. Dans le groupe de participants préoccupés par cette question, les évaluations ont généralement été favorables et le consensus voulait que la gestion fédérale de cet enjeu se soit améliorée au cours des dernières années. Le groupe de la population générale a fait entendre un autre son de cloche, les participants croyant plutôt que le gouvernement fédéral faisait fausse route dans la gestion de cet enjeu.

Parmi ceux qui considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, plusieurs ont signalé l'attention soutenue qu'il portait aux initiatives environnementales, par exemple la transition vers les sources d'énergies renouvelables, la réduction des déchets et les investissements dans les technologies plus propres, notamment les VZE et le transport en commun. De l'avis général, le gouvernement fédéral faisait de son mieux pour protéger les Canadiens contre les changements climatiques, sans pour autant négliger les grandes priorités comme l'économie. Chez ceux qui croyaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, plusieurs pensaient que la transition vers les énergies renouvelables allait trop vite et que l'exploitation des ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz devait se poursuivre encore un certain temps. Même si la plupart des participants étaient en faveur des énergies renouvelables, ils préconisaient leur adoption progressive plutôt que le « coup de barre » qui leur semblait être donné à l'heure actuelle. Un petit nombre de participants ont exprimé le point de vue inverse, soit que la transition piétinait et qu'il fallait multiplier les efforts de réduction des émissions à court terme si l'on voulait éviter aux Canadiens de subir les conséquences des changements climatiques.

Enjeux touchant les Canadiens noirs (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta a abordé divers enjeux relatifs au gouvernement du Canada ainsi que des enjeux affectant tout particulièrement la communauté noire.

Lorsque nous leur avons demandé de décrire les enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens noirs ainsi que les correctifs que le gouvernement du Canada pourrait y apporter, les participants ont indiqué qu'il fallait apporter un soutien accru aux entreprises appartenant à des Noirs et développer la programmation axée sur la communauté noire du Canada. Invités à dire s'ils se souvenaient de

mesures ou d'initiatives du gouvernement du Canada dans ces deux domaines, les participants ont généralement répondu que peu de choses avaient été faites expressément dans le but de soutenir les Canadiens noirs. Quelques personnes connaissaient le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, mais ont fait remarquer que le processus de demande et les critères d'admissibilité étaient trop contraignants et limitaient l'accès des intéressés à ce soutien.

D'après plusieurs, le racisme était un problème tenace en Alberta comme dans le reste du pays. Même si le phénomène semblait moins prononcé ici qu'ailleurs (aux États-Unis par exemple), beaucoup ont confié avoir personnellement souffert du racisme anti-noir. Ils croyaient que de nombreux employeurs donnaient moins de considération aux candidats ayant un nom à consonance ethnique et que la clientèle noire était souvent traitée différemment des autres Canadiens dans les restaurants ou les commerces de détail. Peu de participants s'étaient retrouvés dans cette situation, mais ils ont évoqué le profilage racial dont font souvent l'objet les Canadiens noirs par les forces de l'ordre, surtout dans les grandes villes. Presque tous considéraient le racisme anti-noir comme un problème systémique dans la société canadienne, même s'il prenait souvent des formes subtiles.

Portant leur attention sur les moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait contribuer à corriger ce problème, les participants sont revenus sur l'idée de financer davantage les programmes éducatifs et culturels qui mettent à l'honneur la culture, les contributions et l'histoire des Canadiens noirs. À ce sujet, il a été suggéré à plusieurs reprises de rendre les programmes de financement plus accessibles, en prévoyant des critères moins sévères et un processus de demande simplifié.

Enjeux touchant les peuples autochtones (Autochtones de l'Alberta)

Un groupe composé de participants autochtones habitant en Alberta s'est penché sur plusieurs enjeux spécifiques aux peuples autochtones. Pour lancer la discussion, nous leur avons demandé de nommer les grands enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones et dont le gouvernement fédéral devrait s'occuper en priorité. Ont été signalés le manque d'eau potable dans certaines réserves, la découverte de tombes anonymes autour d'autres anciens pensionnats autochtones, le dossier toujours ouvert des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (FFADA), le manque de ressources en santé mentale dans les communautés autochtones, et la nécessité de faire reconnaître et respecter davantage les traités et les revendications territoriales actuels.

Interrogés sur les mesures fédérales récentes dont ils avaient pu entendre parler relativement à ces enjeux, les participants ont mentionné les efforts visant à résoudre la question de l'eau potable dans les réserves et les tentatives d'accords sur certaines revendications territoriales en cours. Malgré ces quelques progrès, cependant, ils jugeaient qu'il restait énormément de travail à faire. Aucun participant de ce groupe ne croyait que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour traiter ces priorités. Tout en reconnaissant que les questions autochtones occupaient une plus grande place sur la scène publique depuis quelques années, ils constataient peu de progrès tangibles dans la qualité de vie des communautés.

En ce qui concerne plus précisément l'approvisionnement en eau potable des communautés autochtones, un petit nombre de participants se rappelaient avoir entendu parler de la publication d'un avis d'ébullition de l'eau à Iqaluit à la fin de 2021 et de l'intervention du gouvernement fédéral

(qui avait dépêché les Forces armées canadiennes sur les lieux) pour remédier au problème. Peu d'autres initiatives leur sont revenues en mémoire. Après avoir reçu des précisions sur les efforts actuels du gouvernement fédéral pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves autochtones, de nombreux participants se sont réjouis des progrès accomplis, certains soulignant que la levée de 82 % des avis constituait une remarquable avancée. Plusieurs sont cependant restés sceptiques. Ils se demandaient si ces résultats signifiaient que les problèmes d'accès à l'eau potable étaient réglés pour de bon, ou s'ils ne risquaient pas de resurgir tôt ou tard. Quelques-uns ont affirmé que les progrès ne seraient satisfaisants que lorsque toutes les communautés autochtones auraient de l'eau potable, puisqu'il s'agissait d'un besoin vital et du strict minimum pour atteindre à un bon niveau de vie. Aucun participant ne jugeait que les problèmes d'eau potable s'étaient détériorés récemment, mais plusieurs ont réitéré leur conviction quant à l'importance primordiale de l'eau dans ces communautés.

Enjeux économiques et financiers (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Les participants des quatre groupes se sont prononcés sur divers enjeux économiques et financiers. Dans deux de ces groupes, les discussions ont porté principalement sur la situation financière personnelle des participants et sur leurs réactions par rapport à une série de mesures annoncées par le gouvernement du Canada pour soutenir les Canadiens. Les participants des deux autres groupes ont quant à eux abordé des objectifs et priorités économiques plus larges pour les Canadiens et fait part de leurs perceptions concernant l'état actuel de l'économie et de leurs perspectives quant à l'avenir.

Priorités économiques et terminologie (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Un groupe composé de Néo-Écossais préoccupés par l'état de l'économie a discuté des priorités économiques du Canada. Pour commencer, les participants ont été invités à préciser les enjeux économiques qui méritent davantage d'être traités en priorité par le gouvernement fédéral. Ils ont cité un éventail de questions, dont l'inflation et le coût de la vie, l'abordabilité du logement, les pénuries perçues de personnel et le besoin d'accroître la capacité de production intérieure et l'autosuffisance.

Nous leur avons ensuite montré plusieurs expressions décrivant divers types d'approches de développement économique et leur avons demandé comment ils les interprétaient. Voici les expressions qui ont été évaluées : *une économie juste, une économie verte, une économie progressive, une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens et une économie inclusive.*

Questionnés d'abord sur la formulation *une économie juste*, les participants pensaient en général qu'elle évoquait une économie à laquelle tous avaient les mêmes chances de participer et au sein de laquelle la réussite de chacun serait fondée sur le mérite. Ils étaient nombreux à l'envisager comme une économie où la concurrence serait la bienvenue et dans laquelle l'avancement professionnel serait étroitement lié à l'éthique de travail et aux contributions d'une personne.

Aux yeux de plusieurs, *une économie verte* serait axée sur des innovations, dont les véhicules à zéro émission (VZE), des programmes intégrés de recyclage et de réduction des déchets, l'abandon des plastiques à usage unique et l'accent sur des sources d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique. Selon certains, cela signifiait que toutes les activités économiques s'inscriraient dans un cadre général de développement durable et que chaque citoyen canadien serait encouragé à agir d'une manière susceptible de réduire leur empreinte carbone.

Dans l'ensemble, les participants s'imaginaient *qu'une économie progressive* ferait une grande place à l'innovation. Ils se la représentaient comme une structure économique dans laquelle les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises recevraient des incitatifs financiers et une aide du gouvernement fédéral sous forme de prêts et de subventions.

Un certain nombre de participants croyaient *qu'une économie qui travaille pour tous les Canadiens* décrivait un système qui soutiendrait l'ensemble de la population canadienne, d'un point de vue tant social qu'économique. À leur avis, dans ce type d'économie, les programmes d'aide et de sécurité sociale seraient élargis et l'éducation ferait l'objet d'investissements supplémentaires, pour que chacun ait la possibilité de réussir.

Enfin, beaucoup de participants estimaient *qu'une économie inclusive* permettrait à quiconque d'être prospère et de réussir, peu importe le genre, l'origine ou le statut socioéconomique. Il s'agissait selon eux d'une économie qui élimine les obstacles à la participation et au sein de laquelle chaque citoyen canadien pourrait diriger une organisation au lieu d'être exclu en raison du traitement préférentiel dont bénéficient certains, comme dans le cas du capitalisme de réseau.

Après avoir donné leurs premières impressions, les participants ont été appelés à choisir parmi ces types d'économie celui que le Gouvernement du Canada devrait viser à bâtir à l'avenir. Les participants préféraient de loin que la priorité soit accordée à *une économie juste* et à *une économie qui travaille pour tous les Canadiens*. Plusieurs trouvaient que ces concepts se ressemblaient à maints égards et étaient susceptibles de favoriser la mise en place d'un système profitable pour tous les Canadiens, au sein duquel leurs efforts seraient récompensés. Même si peu de participants ont choisi les autres propositions, il importait selon eux d'intégrer des valeurs d'inclusion, de progressivité et de transition verte à une économie juste et à une économie qui travaille pour tous les Canadiens.

Nous avons ensuite demandé aux participants d'évaluer les expressions *soutenir la classe moyenne* et *soutenir les travailleuses et les travailleurs*, puis de dire en quoi diffèrent ces deux concepts, le cas échéant. Certains pensaient que ces deux expressions se recoupaient en partie, étant donné qu'on retrouvait des travailleurs dans la classe moyenne, mais la plupart considéraient que « les travailleuses et les travailleurs » renvoyaient à un concept plus général, qui, en plus de la classe moyenne, englobait les Canadiens à faible revenu ou vivant sous le seuil de la pauvreté. Interrogés sur la façon dont le gouvernement du Canada devrait soutenir les travailleuses et les travailleurs, les participants ont proposé ce qui suit : appliquer plus rigoureusement les normes de sécurité au travail, offrir plus de formation visant à améliorer les connaissances financières des Canadiens, accroître les soutiens financiers destinés aux personnes en situation de handicap à long terme et déployer des efforts afin d'augmenter le salaire minimum.

Perspectives sur les finances personnelles (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)

Les réponses variaient d'un groupe à l'autre lorsque nous avons demandé aux participants de parler de leur situation financière et de préciser si elle avait changé depuis un an. Parmi ceux qui pensaient que leur situation financière était pire qu'il y a un an, beaucoup considéraient que cette détérioration découlait principalement de l'inflation et de la hausse du coût de la vie. Plusieurs ont ajouté que leur salaire n'avait pas suivi le rythme de l'inflation et que payer les biens et les services essentiels devenait de plus en plus difficile. Les participants ont également cité les effets de la pandémie de COVID-19 sur leur situation financière. Certains avaient perdu leur emploi ou s'étaient retrouvés temporairement au chômage et pigeaient dans leur épargne ou empruntaient pour boucler les fins de mois. Chez ceux qui avaient par la suite recommencé à travailler à temps plein, plusieurs disaient être encore aux prises avec des difficultés financières, car ils essayaient de reconstituer leur épargne tout en gérant la hausse de l'inflation.

En ce qui concerne les participants dont la situation financière avait pris du mieux dans la dernière année, bon nombre attribuaient cette amélioration à leur capacité à continuer d'exercer leur emploi pendant la pandémie ou à un récent retour au travail à temps plein. Par ailleurs, certains disaient avoir eu une augmentation de salaire dernièrement, ce qui leur avait permis de rembourser une partie de leurs dettes personnelles et de commencer à épargner.

Quant aux participants dont la situation financière n'avait pas changé, plusieurs se sont dits préoccupés par la hausse soutenue du taux d'inflation et craignaient que leurs finances ne soient mises à mal si cette tendance se poursuivait.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils pensaient que leur situation allait s'améliorer ou se détériorer au cours de la prochaine année ou s'ils n'anticipaient aucun changement sur ce plan. La plupart des membres du groupe de résidents du Québec étaient généralement optimistes; ils étaient pratiquement aussi nombreux à croire que leur situation allait s'améliorer qu'à s'attendre à ce qu'elle reste sensiblement la même. En revanche, très peu de participants vivant de paie en paie anticipaient une amélioration ou une détérioration de leur situation. Tout compte fait, ils avaient l'impression que leur situation financière resterait probablement inchangée. Si beaucoup de ces participants ont soulevé des inquiétudes au sujet de l'inflation, un petit nombre d'entre eux avaient bon espoir qu'elle allait ralentir et que la situation commencerait à s'améliorer en 2023.

Économie canadienne (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Un groupe formé de propriétaires de cryptomonnaies a pris part à une discussion sur l'économie canadienne. La plupart des participants entrevoyaient des perspectives négatives, se disant préoccupés par l'inflation et la volatilité des marchés (en particulier celle du marché intérieur des valeurs mobilières). Certains craignaient que l'économie du Canada soit très vulnérable aux répercussions négatives de diverses forces perturbatrices, comme une nouvelle pandémie ou urgence sanitaire, l'extension du conflit en Europe de l'Est ou un ralentissement des secteurs essentiels de l'économie, dont le marché du logement.

Quelques-uns voyaient les choses plus positivement, estimant que la situation économique du Canada s'était améliorée et rétablie considérablement à la suite de la pandémie de COVID-19. Cette vision plus optimiste reposait sur l'idée que, grâce à la richesse des ressources naturelles du Canada et au potentiel que présente son secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, l'économie canadienne était bien placée pour résister aux chocs économiques provoqués par de grands événements mondiaux.

Invités à dire si les conditions économiques avaient changé au Canada dans la dernière année, la majorité des participants pensaient qu'elles s'étaient détériorées. Les participants ont évoqué comme facteurs la hausse de l'inflation et les salaires qui n'avaient pas suivi le rythme d'augmentation du coût de la vie de même que les pénuries perçues de travailleurs dans les métiers spécialisés. Quant aux rares participants aux yeux desquels l'économie se portait mieux, ils avaient l'impression que le Canada avait assez bien résisté à la pandémie, qu'un grand nombre de Canadiens réintégraient le marché du travail et que beaucoup verraient leurs perspectives financières s'améliorer en 2022.

Concernant l'avenir, pratiquement tous les participants croyaient que l'économie canadienne allait se détériorer dans les prochaines années. Plusieurs ont formulé des craintes quant à une possible crise du marché du logement au Canada et au risque de voir le pays tomber en récession en 2023. Certains s'inquiétaient particulièrement de la situation économique aux États-Unis, la jugeant de plus en plus volatile. Ils craignaient qu'un ralentissement de l'économie américaine n'ait de graves répercussions sur l'état de l'économie canadienne. D'autres se préoccupaient aussi des pénuries de personnel dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation et s'attendaient à ce qu'elles s'aggravent.

Relativement aux mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour traiter des défis auxquels font face les Canadiens sur le plan économique, plusieurs recommandaient de mettre davantage l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles intérieures, y compris les sources d'énergies non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Compte tenu des tensions mondiales grandissantes et des conséquences économiques de la pandémie qui se faisaient encore sentir, le gouvernement fédéral devait selon eux se concentrer en priorité à développer une économie axée sur l'accroissement de l'autosuffisance et de la capacité de production intérieure. Les participants pensaient aussi que des efforts pourraient être consacrés à accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour que les travailleurs étrangers puissent prendre du galon plus rapidement dans leur domaine.

Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)

Les participants d'un groupe ont abordé différentes mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées pour aider les Canadiens. Après avoir obtenu de l'information sur diverses mesures et annonces récentes, les participants devaient choisir celles qui auraient le plus grand impact dans leur vie personnelle. La plupart étaient d'avis que la mise en place d'un programme national de soins dentaires aurait l'effet le plus immédiat sur leur situation financière. Plusieurs se disaient aussi en faveur de l'indexation des prestations en fonction de l'inflation, en raison des avantages qu'elle présenterait. Les participants espéraient qu'en adoptant de telles mesures, le gouvernement du Canada aiderait à réduire le stress financier qu'éprouvaient beaucoup de ménages à faible et moyen revenu.

Nous leur avons ensuite montré une deuxième série d'initiatives annoncées ayant pour but de remédier au problème de l'abordabilité des logements au Canada. Somme toute, les participants ont bien accueilli ces initiatives, mais se demandaient toutefois s'ils allaient en bénéficier personnellement. Une majorité d'entre eux pensaient que la création d'un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements permettrait d'augmenter le nombre de logements disponibles au Canada et que les programmes tels que le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH), dont le montant était doublé, seraient avantageux, en particulier pour les jeunes Canadiens souhaitant entrer sur le marché de l'habitation qui disposaient de plus de temps pour épargner en vue de l'achat de leur première maison.

Après avoir passé en revue les différentes initiatives et en avoir discuté, beaucoup de participants se sont dits plus optimistes par rapport à la situation économique actuelle. Si certains pensaient que cela prendrait plusieurs années avant que les effets de ces initiatives se fassent sentir, ils étaient tout de même rassurés par l'engagement du gouvernement fédéral à prendre ces mesures. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour aider les gens se trouvant dans une situation financière plus précaire, les participants ont formulé un éventail de suggestions. Ils recommandaient plus de soutien pour permettre aux familles d'acheter des aliments nutritifs, des initiatives favorisant la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens et l'allègement ou l'annulation de la dette, en particulier pour les personnes qui remboursent des prêts étudiants.

Perspectives liées à la COVID-19 et aux vaccins (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec, parents de jeunes enfants de la GRV)

Trois groupes ont discuté d'un certain nombre de questions liées à la pandémie de COVID-19, et exprimé leurs points de vue au sujet de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada, des mesures de santé publique passées et présentes, et du vaccin contre la COVID-19.

Prévisions au sujet de la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les membres d'un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta ont fait part de leurs points de vue concernant la gestion de la pandémie par le gouvernement fédéral jusqu'à présent, et de l'efficacité des exigences de santé publique mises en œuvre pour tenter de limiter la propagation de la COVID-19. Invités à préciser les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada avait réussi à réagir à la pandémie, certains ont mentionné les programmes d'aide financière, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). En ce qui concerne les aspects de la réponse du gouvernement fédéral qui auraient pu faire l'objet d'améliorations, ils ont affirmé que des directives plus fermes auraient pu être fournies aux autorités de santé publique provinciales et territoriales sur la meilleure façon de répondre à la pandémie, en mettant l'accent sur la promotion d'une approche nationale plus unifiée pour combattre le virus.

Abordant la question des exigences en matière de santé publique liées à la COVID-19, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient qu'il était encore nécessaire d'imposer certaines mesures,

comme les obligations en matière de vaccination pour les voyageurs internationaux, le port du masque dans les aéroports et les avions, et les tests aléatoires auprès des voyageurs qui arrivent au Canada. Les réponses des participants étaient partagées; certains croyaient que les restrictions existantes pouvaient être levées sans poser trop de risques pour la sécurité publique et avaient l'impression que d'autres pays, y compris les États-Unis, l'avaient déjà fait sans que cela entraîne beaucoup de conséquences négatives. Toutefois, un nombre à peu près égal de participants pensait qu'il était important de maintenir des mesures comme le port du masque et l'obligation de se faire vacciner pour les voyageurs internationaux, d'autant plus que les déplacements augmentent généralement durant les mois d'été.

Invités à imaginer ce que pourrait être la vie quotidienne à l'été 2023, si la COVID-19 continuait à poser problème, peu de participants ont exprimé leur inquiétude quant au risque de contracter le virus, tandis que beaucoup se sont montrés préoccupés par la possibilité que des restrictions accrues soient mises en place. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le retour de mesures de santé publique – les fermetures, les masques obligatoires et les limites imposées aux rassemblements et aux activités sociales – entraînerait une augmentation des problèmes de santé mentale chez un grand nombre de personnes et un effondrement des collectivités que l'on considérait comme étant toujours en reconstruction, après les perturbations des deux dernières années. Si aucun participant ne souhaitait voir la mise en œuvre de nouvelles mesures de santé publique, plusieurs s'attendaient à ce que cela se produise, si la situation entourant le virus s'aggravait considérablement au cours de l'automne et de l'hiver.

Lorsque nous avons demandé aux participants si l'évolution des exigences et des protocoles de santé publique au cours de la pandémie (comme le port du masque, la distanciation sociale et la vaccination) avait modifié leur point de vue sur les avantages de se conformer à ces mesures, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Certains ont déclaré faire preuve de moins de vigilance quant au respect des mesures de santé publique, expliquant que leur comportement était principalement dû à une diminution de leur crainte de contracter le virus plutôt qu'à une réponse aux changements dans les directives publiques. À la question de savoir s'ils continuaient à porter un masque facial dans des lieux publics, les participants qui ont indiqué ne plus le faire étaient plus nombreux que ceux qui ont déclaré le contraire.

Vaccins contre la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes ont fait part de leurs expériences et de leurs points de vue concernant le vaccin contre la COVID-19, plus particulièrement la troisième dose du vaccin, également appelée « dose de rappel ». Tous les participants avaient reçu leurs deux premières doses mais, à la question de savoir s'ils avaient reçu leur dose de rappel, un plus grand nombre de participants ont répondu par la négative. Ceux qui l'avaient reçue ont notamment invoqué le désir de se protéger et de protéger leurs proches, des projets de voyage à l'étranger et des motifs professionnels, certains ayant anticipé qu'une troisième dose serait éventuellement exigée, dans le cadre de futures campagnes de vaccination. Parmi le grand nombre de personnes qui n'avaient pas reçu de dose de rappel, plusieurs ont indiqué qu'elles avaient peu d'intérêt à le faire, estimant que cela ne contribuerait pas vraiment à freiner la propagation de la

COVID-19. Plusieurs pensaient également que les vaccins actuels contre la COVID-19 avaient été conçus spécifiquement pour combattre le virus dans sa forme originale et qu'ils étaient moins efficaces contre les nouveaux variants (comme Omicron), apparus après leur développement. Quelques-uns ont indiqué qu'ils seraient plus ouverts à recevoir une troisième dose si un vaccin mis à jour ciblant plus particulièrement les récents variants ou garantissant une protection à plus long terme était offert.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que les vaccins et les doses de rappel contre la COVID-19 permettaient de prévenir l'infection ou une forme grave de la maladie, les participants ont donné diverses réponses. Un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que même les personnes à jour dans leur vaccination risquaient toujours de développer de graves complications après avoir contracté la COVID-19. Certains étaient également d'avis que l'efficacité des vaccins et des doses de rappel fluctuait non seulement en fonction de la santé physique et des antécédents médicaux de l'individu, mais aussi du variant du virus avec lequel il était infecté. En ce qui concerne la vaccination de manière plus générale, presque tous étaient d'avis que les vaccins et les doses de rappel étaient en principe utiles pour prévenir les infections et les maladies graves (en particulier pour les personnes immunodéprimées ou autrement vulnérables), même s'ils avaient quelques doutes quant à leur efficacité contre la COVID-19 en particulier.

Rares étaient les personnes qui ont affirmé ne pas être préoccupées par la perspective de contracter la COVID-19, mais plusieurs ont déclaré être résignées à l'idée qu'elles seraient probablement infectées par le virus à un moment donné. Outre les conséquences négatives potentielles associées au fait de contracter la COVID-19 sur leur propre santé et celle de leurs proches, plusieurs s'inquiétaient des interruptions qu'une infection pourrait avoir sur leur travail et leur capacité à percevoir un revenu. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient inquiets des effets secondaires potentiels liés aux vaccins contre la COVID-19, la plupart ont répondu par la négative. Parmi ceux qui se sont dits préoccupés, des problèmes comme la formation de caillots sanguins, la myocardite (inflammation du muscle cardiaque) et les accidents vasculaires cérébraux ont été mentionnés comme des risques qu'ils associaient aux vaccins.

Vaccin contre la COVID-19 pour les enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)

Dans ce groupe, les parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans ont discuté brièvement du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants. Nous avons indiqué aux participants que, depuis le 14 juillet 2022, Santé Canada approuvait l'usage pédiatrique du vaccin Spikevax de Moderna contre la COVID-19 pour les enfants de cette tranche d'âge. À la question de savoir s'ils avaient fait vacciner leurs enfants ou pris rendez-vous pour le faire, aucun participant n'a répondu par l'affirmative.

En évoquant les préoccupations qui influençaient leur décision de ne pas faire vacciner leurs enfants pour le moment, plusieurs ont mentionné ce qu'ils percevaient comme un manque de recul sur les effets du vaccin à long terme. Ainsi, les participants pensaient qu'on n'en savait pas assez sur les effets secondaires possibles, surtout chez les enfants, dont le développement physique se poursuit. Bien que certains aient déclaré qu'ils allaient probablement faire vacciner leurs enfants contre la COVID-19 à un moment donné, la plupart n'ont manifesté aucun empressement. Ce sentiment était en partie influencé par l'impression générale que le virus devenait moins dangereux avec chaque nouveau variant et que le risque global pour les jeunes enfants demeurait exceptionnellement faible. Les

quelques personnes qui prévoyaient faire vacciner leurs enfants dans un avenir immédiat ont déclaré que le vaccin leur permettrait d'avoir l'esprit tranquille en sachant que leur famille ne peut être mieux protégée contre le virus.

Changements climatiques et environnement (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule, résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Les participants de trois groupes ont engagé des conversations liées à l'environnement et aux changements climatiques. Un certain nombre de sujets ont été abordés, notamment les véhicules à zéro émission (VZE), le système fédéral de tarification du carbone, les mesures personnelles qui peuvent être prises pour lutter contre les changements climatiques et le plan de réduction des émissions récemment annoncé par le gouvernement du Canada.

Véhicules à zéro émission (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule)

Ce groupe, composé de personnes résidant au Québec et prévoyant acheter un véhicule au cours des cinq prochaines années, a discuté des VZE. En décrivant leur principal moyen de transport actuel, la plupart des participants comptaient sur des véhicules à essence, tandis qu'un plus petit nombre a déclaré posséder un véhicule électrique ou de type hybride. Certains ont également déclaré utiliser les transports en commun à l'occasion ou des moyens de transport autonomes, comme le vélo. Pour plusieurs, le désir d'acheter une nouvelle voiture était principalement motivé par des changements dans leur mode de vie (comme le fait d'avoir des enfants), tandis que d'autres cherchaient à se procurer un meilleur véhicule. Tous les participants ont indiqué que le caractère abordable du véhicule et du carburant était une considération majeure qui leur permettrait de déterminer le type de voiture qu'ils décideraient d'acheter. Parmi les autres facteurs importants évoqués par les participants, mentionnons les considérations environnementales, ainsi que la possibilité de réparer soi-même son véhicule plutôt que de devoir compter sur le fabricant. À la question spécifique de savoir si l'efficacité énergétique était importante pour eux, tous ont répondu par l'affirmative. C'était particulièrement le cas pour les résidents de régions rurales qui doivent souvent parcourir de longues distances dans le cadre de leurs activités quotidiennes.

À la question de savoir s'ils prévoyaient acheter ou louer un véhicule électrique, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs cherchaient à faire l'acquisition d'une automobile entièrement électrique, tandis qu'un plus petit nombre envisageait un véhicule hybride. La plupart ont mentionné l'accessibilité financière et les considérations environnementales comme étant les principaux facteurs à l'origine de leur décision d'achat. Un grand nombre a indiqué que la difficulté d'accès liée au coût de ces véhicules constituait un obstacle majeur qui pouvait influencer la décision d'acheter ou non un VZE. De l'avis général, même avec des subventions comme le programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE), ces types de véhicules demeurent assez coûteux et sont probablement hors de prix pour de nombreux Canadiens. Certains ont mentionné un manque perçu de bornes de recharge (surtout à l'extérieur des centres urbains), ainsi que des questions récurrentes concernant notamment les distances que ces véhicules peuvent parcourir et leur

comportement dans le froid extrême que connaissent plusieurs régions du pays pendant les mois d'hiver.

Presque tous les participants trouvaient important que les VZE ou les pièces de VZE soient fabriqués au Canada. Plusieurs prévoyaient que les investissements dans la fabrication nationale de VZE seraient profitables pour l'économie canadienne, surtout à mesure que l'adoption de ces véhicules se généraliserait. Il a été estimé qu'en investissant dans ce secteur, le gouvernement du Canada pourrait positionner le pays comme un chef de file dans la fabrication de VZE et récolter les avantages économiques de l'exportation de cette technologie vers d'autres marchés. On a ajouté que l'augmentation de la production nationale de VZE entraînerait probablement la création de nombreux emplois bien rémunérés pour les Canadiens, y compris ceux qui travaillent déjà dans l'industrie automobile.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel nous leur avons présenté un certain nombre d'initiatives liées aux VZE qui ont été récemment annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022, avant de leur demander de choisir celles qui, selon eux, entraîneraient les retombées les plus positives.

La première série qui a été présentée aux participants comprenait les initiatives axées sur l'objectif de réduction des émissions produites par les automobiles. Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont été accueillies positivement, chacune recevant un niveau de soutien assez similaire parmi les participants. Plusieurs ont fait des commentaires positifs concernant le large éventail de catégories de véhicules visées dans le cadre de ces initiatives. Il a été estimé qu'en donnant la priorité à ces mesures, le gouvernement fédéral aiderait à fournir aux Canadiens différentes options quant aux VZE qu'ils pourront acheter. De plus, les participants considéraient qu'il était avantageux de se concentrer précisément sur les véhicules moyens et lourds (VML), considérés comme étant parmi les plus grands émetteurs actuellement.

On a ensuite présenté au groupe deux initiatives visant à rendre les VZE plus abordables et à faciliter la transition des Canadiens vers l'adoption de ces véhicules. Les deux stratégies ont suscité des réactions positives, mais un plus grand nombre de participants a exprimé son soutien à l'investissement de 1,7 milliard de dollars (sur cinq ans) visant à prolonger le programme iVZE jusqu'en mars 2025. Il s'agit d'un investissement important qui devrait inciter davantage de personnes à choisir un VZE lors de l'achat de leur prochaine voiture. Certains participants s'attendaient à ce que l'offre d'incitatifs à l'achat, qui peut atteindre 5 000 \$ pour les VZE admissibles, leur soit également utile sur le plan personnel.

Nous avons ensuite présenté aux participants une dernière série d'initiatives visant à créer un réseau national de bornes de recharge pour véhicules électriques. Bien que toutes les initiatives aient été jugées importantes, les participants ont surtout retenu les investissements prévus de 500 millions de dollars et de 400 millions de dollars respectivement pour développer l'infrastructure de recharge des VZE dans les villes et les banlieues, ainsi que dans les collectivités éloignées. Ces mesures ont été considérées comme cruciales pour le succès d'une transition à grande échelle vers les VZE, de nombreux participants ayant indiqué en effet que le manque de bornes de recharge était l'un des principaux obstacles qui empêchaient actuellement les particuliers d'acheter ces véhicules.

En examinant l'ensemble du plan du gouvernement fédéral en matière de VZE, la plupart des participants ont trouvé que ces diverses initiatives représentaient un pas dans la bonne direction pour la transition vers une utilisation généralisée des VZE. Plusieurs se sont toutefois montrés sceptiques quant à la possibilité de réaliser toutes ces initiatives dans les délais proposés. Dans une large proportion, les participants ont estimé que la gestion d'un changement social vers les VZE constituerait un défi de taille pour le gouvernement fédéral et que ce virage risquait d'être retardé, dans l'éventualité où une récession économique ou un manque de volonté de la part du grand public de passer aux VZE se présentaient.

Tarification du carbone (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont brièvement discuté des mesures prises par le gouvernement du Canada pour fixer un prix à la pollution par le carbone. Si quelques participants étaient au courant de cette initiative, aucun ne pouvait se souvenir de détails précis. Pour clarifier la situation, les participants ont reçu de l'information concernant ce programme, y compris le fait que 90 % des fonds recueillis dans le cadre de cette initiative seraient directement versés aux résidents des provinces admissibles, sous forme de paiements incitatifs. Après avoir reçu cette information, plusieurs ont exprimé leur confusion quant à la raison pour laquelle les fonds étaient ensuite retournés aux ménages individuellement. Plusieurs ont remis en question l'objectif de ce système de tarification, estimant en grande partie que cette approche n'encouragerait pas les Canadiens à réduire leurs émissions. La plupart des participants pensaient que ce système était équitable pour chaque Canadien, en raison du coût élevé de l'essence et d'autres produits essentiels à l'heure actuelle, mais peu d'entre eux étaient d'avis que ces paiements incitatifs auraient un impact tangible sur leur situation financière.

Actions individuelles contre les changements climatiques (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Un groupe s'est engagé dans une discussion portant sur les mesures pouvant être prises individuellement contre les changements climatiques. Tous les participants de ce groupe avaient précédemment indiqué que, malgré leurs préoccupations au sujet des changements climatiques, ils avaient du mal à trouver des moyens de lutter efficacement contre leurs effets. Invités à préciser les moyens par lesquels ils tentaient de lutter contre les changements climatiques et de réduire leurs émissions personnelles, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Parmi ceux qui résidaient dans de grands centres urbains, comme Montréal, certains ont déclaré utiliser le transport en commun dans la mesure du possible, alors que cela a été jugé plus difficile pour les personnes qui vivent dans des zones rurales, où les options de transport en commun sont plus limitées. Pour d'autres, les mesures adoptées consistaient à manger moins de viande, à réduire leur consommation de plastiques à usage unique et à participer à des fêtes et à des événements axés sur l'environnement. Tous les participants ont indiqué que le recyclage et le compostage faisaient régulièrement partie de leurs activités, estimant qu'il s'agissait d'une pratique assez courante au sein de leur collectivité.

Si un certain nombre de participants ont exprimé que leur intérêt pour l'achat d'un VZE s'inscrivait parmi les mesures visant à contrer les changements climatiques, le prix élevé de ces véhicules a été qualifié de facteur prohibitif. Quelques-uns ont également exprimé leur scepticisme quant à la capacité d'un VZE à répondre aux exigences liées à leur style de vie, notamment le fait de devoir parcourir régulièrement de longues distances et de faire face à des conditions météorologiques extrêmes pendant les mois d'hiver. Certains d'entre eux ont indiqué prendre des mesures pour réduire leur consommation autant que possible, bien que cela soit parfois difficile et qu'il faille beaucoup de discipline personnelle.

Plan de réduction des émissions (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Les participants de ce groupe ont engagé une discussion sur le Plan de réduction des émissions récemment annoncé par le gouvernement du Canada. Seul un petit nombre de participants a déclaré avoir déjà entendu parler de cette initiative, et peu d'entre eux pouvaient se souvenir de détails précis. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu des informations sur le plan et certains moyens que le gouvernement du Canada pouvait prendre pour réduire les émissions d'ici 2030. Si tous ont réagi positivement aux initiatives prévues dans ce plan, certains les ont trouvées quelque peu ambitieuses et se sont demandé si le gouvernement fédéral serait en mesure de mettre en œuvre toutes ces priorités, compte tenu notamment de l'échéance de 2030.

L'initiative visant à réduire la pollution par le carbone provenant du secteur pétrolier et gazier a reçu le plus grand soutien des participants. Plusieurs avaient l'impression que les grandes entreprises pétrolières et gazières figuraient parmi les plus importants émetteurs de gaz à effet de serre et croyaient qu'en prenant une telle mesure, le gouvernement fédéral pourrait avoir un impact significatif sur la lutte contre les changements climatiques. Pour atteindre cet objectif, plusieurs ont suggéré la mise en place de règlements plus stricts pour le secteur pétrolier et gazier, ainsi que l'augmentation du prix fédéral du carbone pour ces grandes entreprises.

Plusieurs étaient également en faveur de l'initiative visant à aider les industries à mettre au point et à adopter des technologies propres dans leur démarche vers la carboneutralité. Réaffirmant l'importance de réduire les émissions des grandes entreprises, plusieurs ont estimé qu'il s'agirait d'une étape décisive dans la lutte contre les changements climatiques. Les participants ont indiqué que si la transition vers des pratiques plus écologiques était devenue une tendance croissante dans de nombreux secteurs, un soutien supplémentaire du gouvernement du Canada contribuerait probablement à accélérer ce processus. Certains ont également suggéré qu'en aidant les industries à développer des technologies propres, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial sur ce front et profiter d'avantages économiques supplémentaires en exportant ces technologies dans d'autres parties du monde.

Certains participants ont parlé positivement de l'engagement à alimenter l'économie avec des énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité. Beaucoup ont estimé qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction et d'une transition nécessaire pour assurer un environnement durable à plus long terme, alors que d'autres ont pour leur part suggéré que cette mesure pourrait présenter des avantages économiques, affirmant qu'elle pourrait mener à la création de nombreux emplois bien

rémunérés, ainsi qu'à un processus de fabrication plus efficace sur le plan énergétique. S'il fallait entreprendre cette transition le plus rapidement possible pour certains, d'autres se sont montrés plus prudents, prévoyant que ces changements pourraient prendre plus de temps et qu'il s'agirait probablement d'un processus graduel.

Soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes de résidents du Québec ont discuté de plusieurs enjeux liés à la prestation des soins de santé dans leur province et ailleurs au Canada. Les discussions ont porté principalement sur les expériences et les points de vue des participants relativement au système de santé canadien, et sur les secteurs que le gouvernement du Canada devrait traiter en priorité.

Impressions des soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)

Pour commencer, les participants ont échangé leurs impressions du système de santé canadien dans son ensemble. Pratiquement tous avaient des points de vue très favorables et estimaient que les soins de santé offerts au Canada étaient généralement d'excellente qualité. Plusieurs ont mentionné qu'ils avaient un médecin de famille qu'ils pouvaient consulter dans un court délai. Certains ont également indiqué que de nombreux Canadiens pouvaient maintenant obtenir des services de santé sur des plateformes numériques ou au téléphone, et que ces services étaient donc plus accessibles aux populations rurales ou éloignées. Discutant des aspects à améliorer pour offrir de meilleurs services en santé, plusieurs ont mentionné les délais d'attente de plus en plus longs dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous. De nombreux participants avaient l'impression que les pénuries de personnel attribuables à la pandémie de COVID-19 avaient aggravé le problème et plusieurs se sont dits préoccupés par la santé physique et mentale des travailleurs qui œuvrent toujours dans le domaine de la santé et qui ont dû assumer une surcharge de travail pour pallier ces pénuries.

Sur la question de l'accessibilité, même s'ils étaient très peu nombreux à avoir éprouvé des difficultés avec les services de santé, la plupart avaient l'impression que ces services étaient de moins en moins accessibles, en particulier pour les personnes sans médecin de famille. Plusieurs ont relaté l'expérience de certains de leurs proches qui avaient eu du mal à trouver des spécialistes disponibles alors que les listes d'attente s'allongeaient sur plusieurs mois, voire plus d'un an. Questionnés à savoir s'ils croyaient que l'accès aux soins de santé s'était détérioré durant la pandémie, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs étaient d'avis que les ressources en santé mentale étaient insuffisantes à l'heure actuelle et que de nombreuses personnes ayant besoin de traitements avaient souvent de la difficulté à obtenir les soins nécessaires.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient eu recours récemment à des services de santé dans leur région, presque tous les participants de l'Outaouais ont répondu par l'affirmative. Dans ce groupe, tous ont parlé en bien de leur expérience et plusieurs ont dit avoir eu une consultation rapide et efficace pour traiter leurs problèmes de santé. Discutant plus particulièrement des améliorations à apporter pour rehausser la qualité des services, certains s'entendaient pour dire qu'il devrait y avoir une meilleure collaboration entre les médecins de famille, les spécialistes et les autres professionnels

de la santé, surtout pour les patients qui doivent subir des examens médicaux, obtenir des consultations ou des traitements à plus d'un endroit. Plusieurs participants ont réitéré qu'il faudrait redoubler d'effort pour s'assurer que tous les Canadiens aient accès à un médecin de famille, un facteur extrêmement important pour recevoir des soins adaptés et d'excellente qualité.

Priorités en matière de soins de santé (résidents de l'Outaouais)

Les participants du groupe de l'Outaouais ont pris part à une discussion approfondie sur les soins de santé et particulièrement sur les aspects qui devraient être traités en priorité par le gouvernement du Canada dans un avenir immédiat. Questionnés à savoir quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur région, presque tous ont mentionné les pénuries perçues de travailleurs de la santé qui, selon eux, représentent une préoccupation urgente. Plusieurs ont également parlé d'une pénurie générale de spécialistes et de médecins de famille, un phénomène répandu dans toute la région.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes annonces ou initiatives du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous ont répondu par la négative. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que le gouvernement fédéral avait récemment annoncé cinq domaines prioritaires pour les services de santé au Canada : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Dans l'ensemble, les participants étaient très favorables à toutes les priorités, chacune constituant selon eux un pas important vers des solutions aux défis dans le domaine de la santé qui touchent les Canadiens.

De nombreux participants étaient d'avis que l'initiative visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada à l'heure actuelle. Plusieurs croyaient toutefois que ce dernier ne pouvait pas faire grand-chose, mis à part d'augmenter le financement, étant donné que les soins de santé étaient, d'après ce qu'ils avaient compris, une responsabilité provinciale ou territoriale. Tous s'entendaient pour dire qu'un redressement de la situation aurait des répercussions positives sur eux-mêmes et leurs collectivités, et que les Canadiens seraient plus nombreux à demander des soins s'ils pouvaient y avoir accès facilement. À ce sujet, plusieurs participants étaient également d'avis que l'initiative visant à augmenter l'accès aux soins de santé familiale était importante. D'après eux, les médecins de famille jouent un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de détecter des problèmes médicaux chez leurs patients et de s'assurer que ceux qui ont besoin de soins soient dirigés vers les bons spécialistes.

Un nombre important de participants ont mentionné que le gouvernement fédéral devait absolument améliorer les soins de longue durée et des soins à domicile. Plusieurs espéraient que celui-ci investisse davantage dans ces établissements et dans les initiatives visant à permettre aux aînés de rester chez eux plus longtemps. Certains croyaient qu'avec de telles mesures, le gouvernement fédéral aiderait non seulement les aînés, mais également leurs familles qui doivent composer avec le stress psychologique et financier qui vient avec la responsabilité de s'occuper de leurs parents âgés et autres proches.

Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait s'attaquer en priorité aux questions de santé mentale et de consommation de substances. Pour plusieurs, la santé mentale est un enjeu qui prend de plus en plus d'ampleur et un meilleur accès aux ressources permettrait à un plus grand nombre de personnes de recevoir l'aide dont elles ont besoin plus rapidement, empêchant ainsi leurs troubles de santé mentale de s'aggraver. En ce qui concerne les dépendances, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens, en particulier les jeunes, sur les dangers qu'elles représentent et la façon dont elles progressent.

Bien qu'ils aient été moins nombreux à parler de l'initiative visant à moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels, les participants croyaient tout de même que cette mesure serait utile. Plusieurs étaient d'avis que l'élargissement des soins virtuels pourrait servir aux populations rurales ou éloignées, notamment dans le nord du Canada. Pour ce qui est de la modernisation de la gestion des données sur la santé, quelques-uns avaient l'impression qu'elle pourrait contribuer à améliorer les communications dans l'ensemble du système de santé, en facilitant le transfert des dossiers médicaux d'un fournisseur à un autre.

Services de garde et Allocation canadienne pour enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)

Des résidents de la grande région de Vancouver (GRV) et parents d'enfants de six mois à quatre ans ont discuté des services de garde abordables et de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Bon nombre d'entre eux ont mentionné avoir des enfants qui fréquentent présentement la garderie et plusieurs ont relaté les difficultés qu'ils avaient eues à trouver et à réserver une place. Ils avaient été nombreux à se retrouver sur de longues listes d'attente et certains ont parfois dû attendre plus de deux ans avant qu'une place se libère. En plus des problèmes de disponibilité, les services de garde sont perçus comme étant de plus en plus chers. Certains participants avaient reçu des factures allant de 900 \$ à 1 200 \$ par enfant, par mois.

Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler de récentes actions ou annonces du gouvernement fédéral relativement aux services de garde, de nombreux participants se sont rappelés les ententes conclues avec l'ensemble des provinces et territoires pour réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne au Canada. Même s'ils appuyaient l'initiative visant à rendre les services de garde plus abordables, plusieurs ignoraient les détails de ces programmes. En tant que parents, les participants avaient l'impression qu'ils ne possédaient pas beaucoup d'information sur la mise en œuvre de ces programmes ou sur la marche à suivre pour y avoir accès.

Informés quant au plan du gouvernement du Canada qui vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026, plusieurs se sont demandé si cet engagement était financièrement possible pour le gouvernement fédéral. Certains étaient curieux de savoir si ces programmes seraient offerts à toutes les familles ou si les critères d'admissibilité seraient basés sur le revenu. Plusieurs s'inquiétaient à savoir s'il y aurait suffisamment d'éducateurs de la petite enfance pour répondre à la demande des parents de plus en plus nombreux à accéder aux services de garde en vertu de ce programme, alors que d'autres avaient l'impression qu'il y avait déjà une pénurie de travailleurs qualifiés dans ce secteur.

Discutant des répercussions possibles de ces ententes, plusieurs ignoraient jusqu'à quel point ils pourraient eux-mêmes en bénéficier. Les participants étaient généralement d'avis que bien qu'ils semblent utiles à première vue, de nombreuses questions demeuraient à savoir comment et quand ces programmes deviendraient accessibles à tous les parents. Plusieurs souhaitaient que le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux élaborent un échéancier et un plan d'action détaillés pour que les parents aient des attentes claires quant au moment où ces programmes seraient mis en œuvre dans leurs régions. Tous les participants s'entendaient pour dire que la prestation de services de garde abordables devrait être une priorité importante pour le gouvernement du Canada. La majorité croyait que les frais que les parents doivent engager pour élever un enfant avaient considérablement augmenté dans les dernières années et que toutes mesures visant à alléger ce fardeau étaient les bienvenues.

Discutant des soutiens et des programmes en général, les participants ont exprimé leur enthousiasme pour plusieurs initiatives existantes qui offrent aux parents de l'aide pour payer les coûts additionnels pour l'éducation des enfants. Parmi les programmes mentionnés, notons le congé de maternité de douze mois, le Régime enregistré d'épargne-études (REEE) et l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Au sujet de l'ACE, tous les participants ont indiqué qu'ils étaient au courant de son existence et qu'ils en étaient des bénéficiaires. Plusieurs ont parlé en bien de l'aide financière offerte par l'ACE, de l'apparente facilité du processus de demande et des prestations libres d'impôt. Quant aux suggestions d'améliorations, quelques participants étaient d'avis que les seuils de revenu familial net ajusté étaient trop bas et qu'il faudrait les réévaluer pour tenir compte de l'inflation élevée et de l'augmentation du coût de la vie, entre autres. Questionnés à savoir comment ils utilisaient habituellement les prestations d'ACE qu'ils recevaient, la plupart ont mentionné les dépenses pour les enfants comme les couches, la nourriture, l'épargne pour pallier aux urgences, ou les placements dans les REEE de leurs enfants.

Services du gouvernement du Canada (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)

Dans un groupe composé de personnes qui avaient récemment utilisé les services du gouvernement du Canada, les participants ont discuté de leurs expériences et ont fait des suggestions pour améliorer ces services. En ce qui concerne les types de services et les interactions, plusieurs ont parlé du renouvellement des passeports (les leurs ou ceux des membres de leur famille) avec Service Canada. Quelques autres avaient également eu des contacts avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et l'Agence du revenu du Canada (ARC).

Alors que ceux qui avaient eu affaire à IRCC et à l'ARC ont commenté positivement leur expérience, presque tous les participants qui avaient interagi avec Service Canada, de manière générale ou pour un renouvellement de passeport, ont critiqué le processus et leurs interactions. Bon nombre d'entre eux qui s'étaient rendus dans les bureaux de Service Canada s'étaient butés à de longues files d'attente et ont expliqué qu'ils avaient dû se mettre en file avec d'autres citoyens très tôt le matin pour pouvoir parler à un représentant durant les heures d'ouverture. Ceux qui avaient envoyé leurs demandes et qui attendaient toujours leurs passeports ignoraient combien de temps pourrait prendre ce processus.

Plusieurs ont relaté leurs difficultés à contacter des représentants de Service Canada pour connaître le statut de leurs demandes de passeport.

Nous avons présenté aux participants une liste de facteurs susceptibles d'avoir un impact sur les services de passeport et leur avons demandé quelles pourraient être leurs répercussions sur les délais qu'ils avaient connus ou dont ils avaient entendu parler. Ces facteurs étaient les suivants : une augmentation du volume de demandes, le recours aux demandes par la poste, dont le délai de traitement est plus long, les restrictions de la santé publique liées à la COVID-19, et une forte proportion de demandes complexes. Presque tous les participants s'accordaient pour dire que les problèmes signalés relativement aux services de passeport étaient principalement attribuables à l'augmentation du nombre de demandes. Certains croyaient qu'un nombre important de Canadiens avaient laissé leur passeport expirer durant la pandémie de COVID-19, entraînant du même coup de sérieux retards dans le traitement des demandes de renouvellement puisqu'ils étaient de plus en plus nombreux à vouloir voyager à l'étranger pour la première fois en deux ans. Plusieurs participants croyaient que ces difficultés, combinées avec des demandes de plus en plus complexes en raison des changements de vie attribuables à la pandémie (comme une nouvelle adresse, un changement dans la situation familiale et de nouvelles personnes à charge) avaient probablement fait en sorte d'allonger le processus d'examen et de traitement des passeports. Même s'ils étaient peu nombreux à croire que le recours aux demandes par voie postale était un facteur important ayant contribué aux retards perçus, certains ont suggéré que Service Canada développe un système de suivi plus complet et plus convivial qui permettrait aux demandeurs de vérifier facilement le statut de leur demande en ligne. Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait traiter ces problèmes en priorité. En plus d'augmenter le personnel, certains ont suggéré de rationaliser et de simplifier le processus de demande de passeports, notamment en innovant, par exemple en permettant aux détenteurs actuels de renouveler leurs passeports en ligne.

Logement (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté du logement, et plus particulièrement de plusieurs initiatives annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022. Durant les exercices, les participants étaient invités à évaluer différentes séries d'initiatives, chacune s'attaquant à un enjeu précis en matière de logement.

Parmi les premières initiatives présentées et qui visaient principalement à accroître le nombre de logements disponibles au Canada, de nombreux participants ont mentionné la création d'un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada comme étant une initiative prometteuse. Plusieurs croyaient que la pénurie de logements disponibles était le principal facteur qui expliquait la hausse des prix et s'attendaient à ce que ces efforts contribuent en grande partie à rendre les logements plus abordables dans plusieurs régions. L'annonce d'un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale a également plu aux participants. La plupart étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts sur les personnes aux

prises avec ces difficultés et qu'un engagement financier important comme celui-ci était une étape nécessaire pour s'attaquer à cet enjeu.

De nombreux participants s'accordaient pour dire que l'initiative qui vise à affecter des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits était également un élément clé de la stratégie fédérale en matière de logement. Plusieurs ont indiqué que l'augmentation du coût du loyer représentait un défi grandissant pour les Canadiens, en particulier ceux qui vivent dans les centres urbains où les loyers ont considérablement augmenté dans les dernières années. Un certain nombre de participants étaient également d'avis qu'un investissement de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements représentait une initiative importante. Plusieurs croyaient qu'avec cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait augmenter la capacité et l'achalandage des réseaux de transport en commun existants, tout en étendant ces services aux régions suburbaines et rurales où le transport en commun est moins accessible.

Nous avons ensuite présenté aux participants une deuxième série de priorités, cette fois axées sur l'abordabilité du logement et la création de nouvelles façons d'accéder à la propriété. Dans l'ensemble, la plupart des initiatives ont reçu un appui considérable, bon nombre de participants étant d'avis que toutes ces mesures contribueraient probablement à rendre les logements plus abordables pour les Canadiens. Plusieurs étaient particulièrement favorables aux initiatives qui ont pour but d'aider les acheteurs d'une première maison, comme l'engagement de doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et, dans une moindre mesure, la création du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété. Ils étaient nombreux à croire que les coûts élevés liés à l'accès à la propriété (qui incluent normalement une mise de fonds importante) constituaient le plus grand obstacle pour les acheteurs potentiels et qu'en prenant ces mesures, le gouvernement fédéral fournirait à plusieurs le soutien financier nécessaire pour l'achat d'une première maison.

L'affectation d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un appui important des participants. La plupart étaient d'avis que de nombreux Canadiens avaient peine à composer avec les loyers élevés et que ce programme représentait une alternative d'accès à la propriété pour ceux qui peinent à épargner pour une mise de fonds suffisante. Bon nombre de participants voyaient d'un bon œil l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans. La plupart s'entendaient pour dire que ces mesures auraient des répercussions positives et qu'il s'agissait de la bonne chose à faire de la part du gouvernement fédéral.

Les participants ont ensuite évalué une troisième série d'initiatives destinées à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Parmi celles-ci, l'initiative visant à mettre fin aux offres à l'aveugle a reçu le plus d'appui. Plusieurs avaient déjà participé à ce processus au moment d'acheter une propriété et croyaient qu'il avait contribué à faire augmenter leur anxiété en les pressant de soumettre une offre

plus élevée que nécessaire pour conclure l'achat. La mesure qui consiste à créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-éviictions » a également reçu une attention considérable des participants. Plusieurs se rappelaient avoir entendu des proches leur raconter qu'ils avaient été victimes de cette pratique qu'ils jugeaient injustement punitive pour les locataires qui auraient de la difficulté à trouver un logement abordable.

Réfléchissant à leurs impressions globales du plan en matière de logement du gouvernement fédéral, de nombreux participants étaient préoccupés par l'immense portée de ces mesures. Plusieurs étaient d'avis que plutôt que d'aller de l'avant avec toutes ces initiatives, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur quelques priorités clés à la fois. Toutefois, questionnés à savoir s'ils croyaient réaliste que le gouvernement du Canada puisse mettre en œuvre toutes ces initiatives, les participants étaient pour la plupart optimistes et croyaient qu'avec suffisamment de temps et d'engagement, toutes ces initiatives pourraient effectivement être mises en place.

Cryptomonnaies (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Dans ce groupe composé exclusivement de propriétaires de cryptomonnaies, les participants ont partagé leurs expériences avec les devises numériques. Même si quelques-uns n'avaient entendu parler que récemment des cryptomonnaies et investi dans celles-ci dans la dernière année, d'autres ont dit connaître l'existence et faire des opérations de devises comme le Bitcoin depuis de nombreuses années. Questionnés à savoir comment ils obtenaient habituellement leurs informations sur les cryptomonnaies, la plupart des participants ont répondu qu'ils faisaient leurs propres recherches en ligne avec Google ou suivaient des experts en la matière sur des plateformes comme YouTube, Twitter et TikTok. Plusieurs plaçaient les cryptomonnaies dans une catégorie d'actifs à haut risque et à haut rendement, et ne prévoyaient pas que celles-ci occuperaient une grande place dans leurs portefeuilles de placements ou la planification de leur avenir financier. Par ailleurs, quelques participants étaient convaincus que les devises numériques représentaient l'avenir en matière d'investissement.

Les expériences avec les cryptomonnaies étaient mitigées. Quelques participants ont qualifié le commerce de ces instruments financiers d'amusant et d'excitant en raison du potentiel de rendement élevé. Par contre, bon nombre étaient d'avis que les cryptomonnaies représentaient un investissement excessivement risqué. À ce sujet, certains étaient préoccupés par le manque d'engagement du système bancaire traditionnel. Plusieurs avaient connu des fluctuations importantes dans leurs portefeuilles de cryptomonnaies et ont qualifié ces dernières de très volatiles. En précisant leurs principales préoccupations au sujet des cryptomonnaies, les participants ont parlé du manque de sécurité financière, des défis liés à la scalabilité des cryptomonnaies, de la perspective d'une réglementation accrue de ces devises à l'avenir et du haut degré de volatilité sur le marché des cryptomonnaies.

Dans l'ensemble, la plupart des participants s'opposaient à ce que le gouvernement du Canada réglemente davantage les cryptomonnaies. Même si plusieurs étaient d'avis qu'il y aurait lieu de renforcer la réglementation, notamment pour les grandes bourses qui facilitent les opérations impliquant des quantités importantes de cryptomonnaies, personne ne prônait une réglementation globale de tout le secteur. Néanmoins, bon nombre de participants craignaient qu'une mauvaise

gestion de ces entreprises entraîne des pertes considérables pour les investisseurs et croyaient qu'on pourrait en faire plus pour surveiller leurs activités. Presque tous les participants étaient préoccupés par les arnaques possibles en lien avec les cryptomonnaies. À ce sujet, la plupart s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens au sujet des cryptomonnaies, notamment pour reconnaître les arnaques possibles et investir de manière responsable.

Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Dans un groupe, les participants ont discuté des justificatifs numériques et de leur mise en œuvre au Canada. Questionnés à savoir s'ils savaient ce qu'étaient les « justificatifs numériques », très peu en avaient entendu parler. Pour les éclairer, nous leur avons expliqué que les justificatifs numériques étaient un moyen pour les personnes de fournir des renseignements sur leur identité par voie électronique et qu'ils pouvaient être utilisés comme l'équivalent électronique de documents physiques.

Même si certains étaient d'avis que les justificatifs numériques pourraient être un moyen plus pratique de s'identifier, plusieurs craignaient un usage répandu de cette technologie. De nombreux participants s'inquiétaient des risques pour la sécurité à stocker des renseignements personnels de nature délicate sur les appareils mobiles et croyaient que les justificatifs numériques pourraient être exposés au piratage informatique ou à risque en cas de perte ou de vol de l'appareil. Bien que la plupart préféraient continuer d'utiliser l'identification physique, certains voyaient une utilité aux justificatifs numériques comme complément aux cartes physiques, du moment qu'ils ne les remplacent pas complètement.

En discutant des types de justificatifs numériques déjà utilisés, bon nombre de participants ont mentionné les technologies comme les options de paiement numérique sans contact (p. ex., Apple Wallet et Google Pay), les outils en lien avec la pandémie comme les preuves de vaccination numériques, et l'application ArriveCAN. Plusieurs croyaient qu'il y aurait lieu d'utiliser les justificatifs numériques dans des domaines comme la santé pour permettre aux patients d'avoir tous leurs renseignements médicaux au même endroit, et aux parents d'accéder rapidement au dossier médical de leurs enfants. Certains ont suggéré que ces justificatifs pourraient avoir des applications de sécurité étendues, combinant technologie et biométrie pour offrir une protection supplémentaire à ceux qui veulent avoir accès à des zones sécurisées comme des immeubles résidentiels.

Questionnés sur les avantages à utiliser les justificatifs numériques, un certain nombre de participants ont répondu qu'ils faciliteraient sans doute la mise à jour de leurs renseignements en cas de changement d'adresse ou de nom, puisque la tâche serait effectuée numériquement et n'exigerait plus la création d'une nouvelle carte physique. Quelques participants ont supposé qu'il serait possible pour les personnes avec plusieurs identifications et qualifications de consolider tous leurs renseignements essentiels sur une seule application plutôt que d'avoir plusieurs cartes d'identité.

Invités à partager leurs préoccupations au sujet de cette technologie, plusieurs participants ont réitéré leurs inquiétudes concernant l'usurpation d'identité et la sécurité de leurs données personnelles. Bon nombre d'entre eux se sont aussi demandé qui pourrait avoir accès à ces données et quels seraient les

protocoles et les règlements qui seraient mis en place pour s'assurer qu'elles ne soient pas utilisées par des tierces parties. D'autres craignaient également qu'une adoption généralisée des justificatifs numériques soit discriminatoire à l'égard des personnes à faibles revenus en raison des coûts élevés associés à la technologie requise pour présenter cette information.

Questionnés sur les répercussions pour une société dans laquelle les justificatifs numériques seraient largement utilisés, plusieurs participants étaient d'avis que le quotidien serait beaucoup plus restreint et doutaient qu'il soit convenable d'attribuer une aussi grande responsabilité à un seul ministère ou organisme pour gérer ces justificatifs (basé sur leur perception selon laquelle un ministère du gouvernement gèrerait tous les justificatifs). Quelques-uns craignaient que les aînés se sentent isolés dû à leur manque de connaissance des justificatifs et des appareils numériques (en général), ce qui les inciterait à se retirer d'une société dans laquelle cette technologie serait largement répandue. Pour toutes ces raisons, les participants s'entendaient pour dire que l'adoption généralisée des justificatifs numériques par les Canadiens pourrait s'avérer difficile, surtout parmi les cohortes de la société qui se méfient déjà des institutions publiques.

Réconciliation (Autochtones de l'Alberta)

Un groupe composé d'Autochtones résidant en Alberta a abordé un certain nombre de questions liées à la réconciliation. Les participants ont reçu des informations portant sur plusieurs mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour répondre aux préoccupations actuellement soulevées par les communautés autochtones.

Lorsque nous leur avons présenté la première série d'initiatives axées sur le traitement des préjudices et de la discrimination subis par les enfants autochtones dans le passé, plusieurs participants ont parlé positivement de l'engagement visant à consacrer 4 milliards de dollars à la mise en œuvre du *principe de Jordan*, selon lequel tous les enfants autochtones doivent avoir accès aux produits, aux services et aux mécanismes de soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin. Un certain nombre de participants a indiqué que l'accessibilité aux biens et services était limitée dans de nombreuses communautés autochtones, et qu'un financement comme celui-ci contribuerait sans doute grandement à résoudre ce problème et à faire en sorte que les enfants autochtones disposent de tout ce dont ils ont besoin. Dans l'ensemble, les participants se sont montrés favorables à toutes les autres initiatives présentées, mais quelques-uns ont exprimé leurs préoccupations quant à l'engagement de 5,1 millions de dollars visant à faire en sorte que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) puisse soutenir les réponses communautaires aux lieux de sépulture non marqués. Certains ont remis en question la participation de la GRC dans ce processus, compte tenu notamment du rôle perçu joué par l'organisme dans le fonctionnement du système historique des pensionnats.

Une deuxième série d'initiatives, comprenant cette fois des mesures visant à faire en sorte que les communautés autochtones soient plus fortes et en meilleure santé, a ensuite été présentée aux participants. Si toutes les initiatives ont donné lieu à des réactions essentiellement positives, les participants ont porté une attention particulière à l'engagement du gouvernement du Canada visant à consacrer 4 milliards de dollars au soutien du développement du logement dans les communautés autochtones. À ce propos, plusieurs participants étaient d'avis que les logements abordables étaient

actuellement en nombre insuffisant dans de nombreuses réserves et qu'une grande partie des habitations disponibles étaient en mauvais état et devaient être réparées. Les participants pensaient que l'amélioration de la situation du logement dans ces communautés aurait probablement un impact positif sur bon nombre de leurs membres. Ils ont estimé qu'en bénéficiant d'une base solide sous la forme d'un logement, ceux qui connaissent actuellement des difficultés seraient probablement en mesure d'améliorer d'autres aspects de leur vie, comme leur bien-être économique et social.

Outre le logement, plusieurs participants ont indiqué que la mauvaise qualité perçue de l'éducation à tous les niveaux était l'un des problèmes les plus urgents auxquels les communautés autochtones sont actuellement confrontées et déclaré que l'initiative visant à fournir 310,6 millions de dollars pour garantir que les enfants autochtones vivant dans les réserves reçoivent une éducation de haute qualité aurait un impact significatif. Certains participants étaient d'avis que la qualité de l'éducation dans les réserves pouvait être grandement améliorée et espéraient que ces investissements procureraient des avantages à long terme aux enfants autochtones. Il a été suggéré de consacrer ce financement supplémentaire au recrutement d'enseignants qualifiés et de personnel de soutien qui pourront travailler au sein des communautés, ainsi qu'aux améliorations indispensables à l'infrastructure scolaire, dans les réserves.

Nous avons ensuite présenté au groupe une troisième série d'initiatives, axées sur la promotion de l'autodétermination des communautés autochtones et à leur développement économique. Plusieurs ont exprimé leur intérêt envers l'engagement de 103,4 millions de dollars pris par le gouvernement fédéral afin d'offrir aux communautés autochtones la possibilité de tirer profit des projets d'exploitation de ressources naturelles. La plupart des participants ont estimé que le fait de bénéficier économiquement des terres et des ressources de leur région s'avérerait une perspective prometteuse pour les peuples autochtones et que cela pourrait grandement contribuer à favoriser la création d'emplois durables dans ces communautés. Certains ont également pensé que cela donnerait aux peuples autochtones un plus grand sentiment d'autonomie dans la détermination de la façon dont ces ressources devraient être utilisées à l'avenir. Quelques-uns ont réagi favorablement à l'annonce de l'octroi de 35 millions de dollars pour accroître la participation des communautés autochtones à des projets économiques et à des possibilités de formation spécialisée offertes par les communautés autochtones. Les participants s'attendaient à ce que cela contribue à stimuler la croissance économique et à fournir aux travailleurs autochtones un ensemble élargi de compétences qui leur permettraient de contribuer à leurs économies locales. Si la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, certains ont jugé que les montants prévus pour s'attaquer à des problèmes majeurs, comme les changements climatiques et le développement économique du Nord (29,6 millions et 15 millions, respectivement), ne seraient pas suffisants pour réaliser des progrès tangibles sur ces fronts.

Enjeux locaux (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté brièvement des enjeux propres à leur région, en tenant compte des principaux secteurs et industries de l'économie dans leurs collectivités respectives. Invités à préciser les secteurs dans lesquels ils travaillaient actuellement, les participants ont mentionné

les domaines de l'éducation, des services financiers, de la restauration et de l'hôtellerie et du développement de logiciels et de technologies. Lorsque nous leur avons demandé s'il y avait, selon eux, suffisamment de possibilités d'emplois dans leurs secteurs respectifs, la plupart ont répondu par l'affirmative et ajouté qu'il y en avait beaucoup en éducation, en hôtellerie et en développement de logiciels. Ils avaient l'impression que plusieurs secteurs faisaient présentement face à une pénurie de travailleurs qualifiés et que de nombreux employeurs peinaient ces derniers temps à pourvoir des postes clés.

Interrogés sur les plus importants secteurs pour leurs communautés locales, les participants de toutes les provinces maritimes considéraient la pêche, le tourisme et le secteur public comme des moteurs essentiels de l'économie au Canada atlantique. En ce qui concerne les secteurs que le gouvernement du Canada devait aider en priorité, plusieurs participants ont cité le domaine de la santé, car les pénuries perçues de personnel s'y faisaient cruellement sentir, donnant en exemple les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et la difficulté pour de nombreux citoyens d'obtenir les soins dont ils avaient besoin. D'autres pensaient qu'il fallait soutenir davantage les petites entreprises, surtout celles du secteur touristique, toujours aux prises avec d'immenses défis dans la foulée de la pandémie de COVID-19.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
